

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21876 - 81ÈME ANNÉE

Des milliers de manifestants à Saint-Denis et Saint-Pierre pour changer la politique de Paris à La Réunion



Ce jeudi 18 septembre, La Réunion a de nouveau montré sa force de mobilisation. Plus de 3 000 personnes selon les syndicats ont défilé dans les rues de Saint-Denis et de Saint-Pierre pour dénoncer la politique d'austérité du gouvernement. Travailleurs, étudiants, retraités, professions indépendantes : une foule diverse, déterminée, et surtout unie, a scandé sa colère contre une société où « toujours plus avec toujours moins » est devenu la règle imposée d'en haut. Dans les deux défilés d'importantes délégations du PCR ont participé à la mobilisation.

La vie chère, les coupes budgétaires dans les services publics, l'école sacrifiée, les salaires qui stagne

ment, mais aussi la peur du déclassement pour toute une génération : les revendications sont multiples et profondes.

Mobilisation en hausse

Cette mobilisation dépasse largement celle du 10 septembre dernier. Cette fois, les syndicats avaient appelé à la mobilisation et étaient unis : CFDT, CGTR, FO, CFTC, UNSA, Solidaires, FSU, SAIPER, Réunion Étudiante 974, FGR, ATTAC...

Deux cortèges, une même voix

À Saint-Denis, plus de 1 500 personnes sont parties du Jardin de l'État pour rejoindre la préfecture, bloquant le Barachois avant midi. La délégation du PCR comprenait son secrétaire général, Maurice Gironcel.

Près de 2000 manifestants à Saint Pierre contre le plan d'austerité du énième gouvernement validé par le président Macron. Une belle journée d'action organisée par les forces syndicales et qui en appellera d'autres. Les sections PCR du Sud étaient présentes autour du président du PCR pour apporter leur soutien au mouvement social. Nou tiembo, nou larg pas.

Des actions partout

Les écoles ont été fortement touchées : des classes fermées, des cantines sans service, des bus scolaires supprimés. Dans les transports et les infrastructures stratégiques, la mobilisation s'est aussi faite sentir. La CGTR Ports et Docks a réuni près de 200 personnes au Port. À l'aéroport Roland-Garros, des perturbations ont été signalées. Le message envoyé ce 18 septembre est limpide : le peuple réunionnais ne veut plus de politiques d'austérité. La manifestation d'aujourd'hui n'est pas une fin, mais une étape. Le gouvernement doit entendre les revendications.



Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail
:journal.temoignages@gmail.com
SITE web : www.temoignages.re
Publicité :journal.temoignages@gmail.com
CPPAP : 0916Y92433

Mayotte : Après qu'un navire de la police française les a percutés :

« Ils nous ont regardés nous noyer sans bouger »

La police française provoque des dizaines de noyades par des tactiques violentes contre des embarcations tentant de rejoindre Mayotte, c'est ce que dévoile l'enquête d'un consortium de journalistes publié par Lighthouse report dont voici le contenu avec des intertitres de « Témoignages »

Les forces françaises ont recours à des tactiques meurtrières pour empêcher les embarcations de pénétrer dans le territoire d'outre-mer français de Mayotte. Ces pratiques illégales incluent des encercllements et des collisions avec de petites embarcations surchargées, provoquant parfois leur chavirement.

Une enquête menée pendant un an avec Le Monde, Der Spiegel, The Times et Arte démontre pour la première fois que la police française est responsable de la mort ou de la disparition d'au moins 24 personnes — dont des femmes enceintes et des enfants — lors d'interceptions violentes en mer au large de Mayotte. Les incidents se sont déroulés de 2007 à juillet 2025.

Ces révélations surviennent alors que Paris, sous la pression de Londres, a annoncé un changement de cap dans la Manche : les forces françaises seront bientôt autorisées à intercepter des embarcations de migrants en mer, une mesure qui suscite l'inquiétude des autorités françaises de recherche et de sauvetage.

Chaque année, des dizaines de milliers de personnes tentent la traversée depuis l'île voisine d'Anjouan, en quête de meilleures opportunités d'emploi, de soins de santé et d'éducation sur cette île occupée par la France, située au large de la côte est de l'Afrique. On estime que 10 000 personnes se sont noyées en tentant cette traversée depuis 1995.

Preuves

Les journalistes ont recueilli 20 témoignages détaillés de survivants, notamment des récits de naufrages récents, et ont interrogé d'anciens passeurs, des habitants et des enfants ayant effectué la traversée, dont beaucoup ont décrit un traumatisme durable.

Parallèlement, l'équipe a eu accès à des dossiers judiciaires et administratifs documentant des incidents passés, ainsi qu'à des rapports de police et de gendarmerie. Ces documents ont corroboré des incidents de collision entre des navires de police et

des bateaux de migrants.

Afin de vérifier ces témoignages, les journalistes ont mené des entretiens confidentiels avec six fonctionnaires, anciens et actuels, des ministères français de l'Intérieur et de la Défense, en poste à Mayotte. Leurs déclarations ont confirmé que les tactiques agressives faisaient partie intégrante de la pratique courante.

Ces méthodes ont révélé une tendance constante : si les autorités présentent publiquement les opérations comme des missions de sauvetage, les témoignages, les documents et les témoignages d'initiés montrent que les pratiques d'interception dangereuses sont monnaie courante.

Récits des crimes

Aux premières heures du 15 juillet 2025, un petit bateau de pêche, appelé « kwassa », s'est approché des côtes de Mayotte après une traversée de dix heures depuis les Comores. À son bord se trouvaient 27 passagers, dont des enfants et des personnes âgées, espérant rejoindre le territoire sous administration française. La traversée s'est finalement soldée par une tragédie.

Zoubert, 25 ans, avait embarqué sur le kwassa à Anjouan, aux Comores, pour retourner à Mayotte, où il a grandi. La terre était en vue lorsqu'un navire de la police française les a percutés. « Notre bateau s'est brisé, tout le monde est tombé à la mer », se souvient-il. Il raconte que les policiers se sont éloignés d'environ 30 mètres et ont attendu jusqu'à 15 secondes avant de réagir. « Tout le monde criait. Ils nous ont regardés nous noyer sans bouger. » Zoubert affirme avoir vu une adolescente et un homme âgé disparaître sous l'eau.

Ahamada, 24 ans, voyageait avec sa nièce et son neveu. Il se souvient que leur pilote tentait de fuir vers la plage lorsque le bateau de la police les a percutés par derrière. « C'est à ce moment-là qu'ils nous ont percutés », a-t-il raconté. Après l'impact, il a vu son neveu de quatre ans sombrer dans l'eau. « C'est vraiment horrible. S'ils nous avaient laissés débarquer, ils auraient pu nous arrêter sans tuer personne. »

Malgré de multiples enquêtes, les poursuites ont principalement visé les passeurs, et non les forces françaises.

Oté

Ayo Méssyé Macron ! sa i apèl la tranzission ékolozik sa ?

Mézami na pwin lontan mwin la antann in militan ékolozik Mayotte dann télé la promyèr shène é log a téi anparl lo désèlman lo d'mèr pars néna déza in éstassion konmsa k'i fonksyone kahin-kaha é i sava fé in n'ote an katriyèm vitèss.

Kossa log a i di ? li di son mouvman i pé pa z'ète kont lizine pou déssal la mèr, mé sak li lé konte sé k'i rozète la somir mélanzé avèk toute sorte shoz dann lo lagon plito ké dan la grann mèr.

Mwin pèrsonèlman mi trouv log a na rézon épi tor an mèm tan. Pou kossa mi di sa ? Pars lé vré tazabntan néna laba konm in gran kouran d'séshrèss é sé pou sa i fo vanz kont lo manke dolo potab mé li di banna i dévèrss la somir(Sin-Lé kan mwin té laba banna téi apèl sa la shoumir mé té pal o mèm zafèr)

Si i pé konprann son larguiman, i fo pa pran sa konm larzan kontan pars in pé partou avèk lénèrzi sal l'aprè fé bann lizine konmsa é sa lé riskab an avoir mové konsékanss pou la mèr — antouléka sé sak bann savan i di par égzanp diminyé la kapassité élimine lo diokside karbone(lo co2).

Arzoute èk sa d'aprè sak mi lir pou bann savan lo déssalman lo la mèr sé lo dèrnyé solission é néna in paké solission avan sete-la... Tanka Méssyé Macron mwin la anparl an-o la vik li sé in gran partizan la tranzission ékolozik. Pou kissa ? Pa pou bann maoré biensir.

A bon antandèr salu !

Justin